**Questionnaire**

Le Rapporteur Spécial serait particulièrement intéressé à recevoir des informations sur :

1. Les pratiques existantes en matière de collecte de données, d'analyse et de notification des décès en détention, y compris l'utilisation de statistiques et les données ventilées (par exemple, selon les différentes catégories et causes de décès en détention ; le lieu de survenance (par exemple, en détention provisoire, en prison, à l'hôpital, etc.) ; les types et le statut juridique des populations affectées, etc.), y compris les chiffres des décès en détention documentés ces dernières années ;
2. Les mesures en place, y compris les politiques et les bonnes pratiques pour enquêter, documenter et prévenir les décès en détention, notamment :

* Quelles dispositions et exigences légales existent pour les cas de décès en détention ? (par exemple, une enquête sur un décès en détention est-elle obligatoire ou discrétionnaire ? Qui est responsable de la décision et de l'enquête) ?
* Procédures d'enquête et mécanismes de responsabilité en cas de décès en détention (par exemple, organe d'enquête administratif, judiciaire ou autre ? Contrôle externe ?)
* Quel est le niveau d'implication de la médecine légale dans l'enquête sur les décès en détention ? (par exemple, une enquête post-mortem complète est-elle nécessaire pour chaque décès en détention ?)
* Disponibilité et utilisation de protocoles nationaux ou internationaux ? (par exemple, les enquêtes suivent-elles les Principes des Nations Unies relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions (1989) et/ou le Protocole du Minnesota relatif aux enquêtes sur les décès résultant potentiellement d'actes illégaux (2016) ?)
* Des procédures sont-elles en place pour faciliter la participation des familles des victimes et leur accès à des recours effectifs ?